

# Former les éducateurs à détecter le radicalisme

● La lutte contre le radicalisme religieux est devenue une priorité absolue des pouvoirs publics, plus encore depuis les attentats qui ont frappé Charlie Hebdo en janvier dernier. Une série de mesures ont d'ailleurs été prises dans la foulée par le gouvernement fédéral. De son côté, la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui a notamment la compétence de la Jeunesse, a également mis en place un plan d'action.

« L'idée est de proposer d'autres pistes, d'autres actions que l'aspect purement sécuritaire », détaille la ministre en charge de la Jeunesse, Isabelle Simonis (PS). Dès lors, des formations ont été organisées à Bruxelles, Charleroi et Liège pour former les personnes qui sont régulièrement en contact avec les jeunes, comme les éducateurs, par exemple, ou encore les animateurs de maisons de jeunes. « Le but est clair : nous voulons que les responsables qui côtoient les jeunes de manière récurrente puissent identifier les premiers signes potentiels de radicalisme, mais aussi qu'ils puissent déconstruire les discours, et renforcer la citoyenneté de ces jeunes en détresse », renchérit la Liégeoise.

## 200 ANIMATEURS FORMÉS

Concrètement, 200 animateurs des trois grandes villes précitées ont reçu des formations et ont travaillé en ateliers avec des spécialistes, dont des criminologues. Il s'agit là de répondre à des éléments ressentis régulièrement sur le terrain : « Les animateurs nous ont clairement dit, même avant Charlie Hebdo, qu'il y avait des comportements changeants, glissants, avec une place de plus en plus importante du phénomène religieux. Au point que certains, dans les maisons de jeunes, estimaient que les filles ne pouvaient plus y venir et participer aux activités. »

## COURS DANS LES PRISONS

La ministre Simonis veut donc pouvoir détecter le radicalisme religieux le plus rapidement possible. Les formations, dont le dernier volet a eu lieu ce jeudi à Liège, se sont tenues à dessein dans les trois grandes villes francophones : « D'après les données, ce sont en effet des endroits plus sensibles au phénomène », confie-t-elle.

Un premier bilan sera dressé en juillet. Parallèlement à cela, Isabelle Simonis annonce des cours de citoyenneté dans les prisons,

hauts lieux de radicalisation. ■

GASPARD GROSJEAN